Document generated on 10/12/2024 6:16 a.m.

Cahiers de géographie du Québec

Une recherche en cours : le monde rural mauricien au 19e siecle

René Hardy, Jean Roy and Normand Séguin

Volume 26, Number 67, 1982

URI: https://id.erudit.org/iderudit/021553ar
DOI: https://doi.org/10.7202/021553ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)
1708-8968 (digital)

Explore this journal

Cite this note

Hardy, R., Roy, J. & Séguin, N. (1982). Une recherche en cours : le monde rural mauricien au 19e siecle. *Cahiers de géographie du Québec*, *26*(67), 145–154. https://doi.org/10.7202/021553ar

Article abstract

This research concerning the process of change in the rural world of the Mauricie during the 19th century includes four major areas: in the first place, a study of the pre-industrial forest economy, in its incipient and developmental stages, forestry being the driving force of the regional economy; secondly, an analysis of the internal evolution of two types of agriculture: one in the process of being incorporated into the market economy, within the bounds of the St. Lawrence lowland, the other remaining a basically subsistence-type agriculture along the pioneer fringe; thirdly, the identification, within the societal fabric, of the specific patterns of alliances and conflicts between those social forces which make up the power blocks in rural society, and which determine the framework of that society's institutional guidelines and controls; finally, the study of cultural changes in a society whose future is being altered by economic forces, by the spread of settlement, and by the establishment of new villagecommunities, whose regulatory institutions have been predetermined and imposed upon them by both State and Church.

Tous droits réservés © Cahiers de géographie du Québec, 1982

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

CAHIERS DE GÉOGRAPHIE DU QUÉBEC,
Vol. 26 no 67, avril 1982, 145-154

UNE RECHERCHE EN COURS : LE MONDE RURAL MAURICIEN AU 19e SIÈCLE

par

René HARDY, Jean ROY et Normand SÉGUIN

Département des sciences humaines, Université du Québec à Trois-Rivières, C.P. 500, Trois-Rivières (Québec), G9A 5H7

RÉSUMÉ

Cette recherche sur le processus de transformation du monde rural mauricien au 19e siècle comporte quatre dimensions principales : il s'agit d'abord d'étudier la constitution et l'évolution de l'économie forestière de type pré-industriel qui s'impose en Mauricie comme élément moteur de l'économie régionale ; d'analyser l'évolution interne des deux types d'agriculture, l'une en voie d'intégration au marché dans le couloir laurentien, l'autre maintenue au niveau de l'auto-consommation sur le front pionnier ; de cerner, dans la trame des rapports sociaux, les « patterns » spécifiques des alliances et des conflits entre les forces sociales qui constituent des blocs de pouvoir dans la société rurale et imposent des schémas d'encadrement et de contrôle sociaux ; d'étudier les transformations culturelles d'une société bouleversée dans son devenir par les facteurs économiques, l'extension du peuplement, la constitution de nouvelles communautés auxquelles l'État et l'Église fournissent des institutions régulatrices.

MOTS-CLÉS : Exploitation forestière, économie agro-forestière, agriculture, société rurale, développement régional, contrôle social, culture, 19e siècle, Mauricie.

ABSTRACT

An Ongoing Research :
The Rural World of the Mauricie during the 19th Century

This research concerning the process of change in the rural world of the Mauricie during the 19th century includes four major areas : in the first place, a study of the pre-industrial forest economy, in its incipient and developmental stages, forestry being the driving force of the regional economy ; secondly, an analysis of the internal evolution of two types of agriculture : one in the process of being incorporated into the market economy, within the bounds of the St. Lawrence lowland, the other remaining a basically subsistence-type agriculture along the pioneer fringe ; thirdly, the identification, within the societal fabric, of the specific patterns of alliances and conflicts between those social forces which make up the power blocks in rural society, and which determine the framework of that society's institutional guidelines and controls ; finally, the study of cultural changes in a society whose future is being altered by economic forces, by the spread of settlement, and by the establishment of new village

communities, whose regulatory institutions have been predetermined and imposed upon them by both State and Church.

KEY WORDS: Forestry, agricultural-forest economy, agriculture, rural society, regional development, institutional control, culture, religion practice, 19th Century, Mauricie.

*

* *

Écrire l'histoire sociale d'une région relève encore du défi. Il faut comprendre par là que nous sommes encore loin d'une histoire du Québec perçue à travers ses différences. Cette perspective est celle du Groupe de recherche sur la Mauricie [1]. Constitué il y a maintenant cinq ans, il s'est donné pour but d'élaborer une histoire sociale qui rende compte de la formation de la Mauricie actuelle et des caractéristiques de son évolution. L'ampleur de la démarche ainsi que les conditions mêmes de la recherche universitaire subventionnée conduisent à l'établissement d'une planification qui s'ordonne autour de deux stades spécifiques du développement régional : la Mauricie rurale pré-industrielle de la seconde moitié du 19e siècle et la Mauricie industrielle du 20e siècle. Pour les prochaines années, nous concentrons nos efforts sur le monde rural mauricien de 1850 à 1900.

Ces recherches qui imposent une vision englobante doivent nous aider à mieux comprendre la spécificité du monde rural mauricien au 19e siècle. Ce qui est visé à travers l'analyse des conditions historiques de l'évolution du milieu rural, c'est le processus même de sa transformation qui s'amorce de façon décisive durant la seconde moitié du 19e siècle. Notre démarche comporte quatre dimensions principales. Il s'agit d'abord d'étudier la constitution et l'évolution de l'économie forestière de type pré-industriel qui s'impose en Mauricie, vers le milieu du 19e siècle, comme élément moteur de l'économie régionale. La deuxième dimension concerne les transformations de l'agriculture régionale. De ce côté, l'extension de l'œkoumène vers l'intérieur, dès la fin de la première moitié du 19e siècle, nous fait découvrir deux agricultures aux caractéristiques radicalement opposées : une agriculture des basses terres, dans le couloir laurentien en voie d'intégration au marché, et une agriculture de front pionnier maintenue à peu près au niveau de l'auto-consommation jusque vers la fin du siècle. Ce développement inégal du domaine agricole trouve son explication dans la constitution et l'évolution de l'économie agro-forestière pré-industrielle. La troisième dimension nous situe dans la trame des rapports sociaux. Nous voulons plus particulièrement cerner les « patterns » spécifiques des alliances et des conflits entre les forces sociales qui constituent des blocs de pouvoir dans la société rurale et imposent des schémas d'encadrement et de contrôle sociaux. Enfin, la quatrième dimension porte sur les transformations culturelles d'une société bouleversée dans son devenir par les facteurs économiques, l'extension du peuplement, la constitution de nouvelles communautés auxquelles l'État et l'Église fournissent des institutions régulatrices. En dernier ressort, cette recherche vise à évaluer l'action des hommes dans la transformation de leur milieu. À son stade ultime, elle devrait permettre de saisir la dynamique du changement social et les conditions historiques de son accomplissement.

Ces travaux sur le monde rural portent également le sceau des études régionales. Jusque vers la fin de la première moitié du 19e siècle, la Mauricie n'existe pas à proprement parler comme région. Trois-Rivières n'est alors qu'une simple zone intermédiaire entre Québec et Montréal dans le couloir laurentien. L'exploitation forestière changera cet état de fait durant la seconde moitié du siècle par la mise en

place d'une économie pré-industrielle de type agro-forestier. Un nouvel espace régional sera formé ayant comme axe la rivière Saint-Maurice, et, comme nœud principal, la ville de Trois-Rivières. En somme, ces recherches sur le monde rural mauricien alimentent aussi une réflexion nécessaire sur le processus de formation de la nouvelle région.

SCHÉMA D'ANALYSE[2]

L'ouverture de la Mauricie à l'exploitation forestière se fit par étapes à partir du milieu de la décennie 1820. Les entrepreneurs se fixèrent d'abord sur les cours des rivières du Loup et Batiscan, puis exploitèrent massivement le bassin de la rivière Saint-Maurice à partir du début des années 1850, quand le gouvernement adopta des politiques qui éliminèrent les principaux obstacles à la mise en valeur du territoire. Le Saint-Maurice s'imposa alors comme l'axe principal d'un nouvel espace forestier aux dimensions gigantesques. Il comprenait, entre Weymontachingue et Trois-Rivières, 24 tributaires utilisables pour le flottage du bois, sans compter les affluents de ces rivières qui permettaient d'exploiter sans trop d'obstacles les parties les plus difficilement accessibles de ce territoire.

L'économie forestière pré-industrielle qui consiste essentiellement dans l'abattage, la transformation primaire par le sciage et l'exportation de bois évolue selon un cycle particulier qui imprime son mouvement aux transformations de la société régionale. Si on examine la question sous l'angle de l'occupation de l'espace, on observe que 14 des 20 nouvelles paroisses fondées entre 1850 et 1900 le sont avant 1875, soit antérieurement à la grande dépression de l'économie occidentale qui en Mauricie se prolongera à travers l'économie forestière jusqu'au début des années 1890. La croissance démographique régionale suit de près la même courbe. Les trois comtés de la Mauricie (Saint-Maurice, Champlain, Trois-Rivières) accroissent leur population de 33,5% entre 1860 et 1870, mais seulement de 2% au plus fort de la crise du bois entre 1880 et 1890. Trois-Rivières, grâce à son site privilégié à l'embouchure du Saint-Maurice, devient un lieu d'implantation des grandes scieries, un port de transit du bois d'exportation et le lieu de résidence de quelques-uns des entrepreneurs et des financiers qui organisent ou dirigent les activités de coupe. Son devenir est à un tel point lié à l'économie forestière que sa population diminue entre 1880 et 1890, alors qu'elle avait presque doublé dans les trente années antérieures. Nous pourrions poursuivre cette réflexion sur le rôle clé de l'économie du bois en abordant le domaine des capitaux, celui des communications fluviales et terrestres, celui aussi des idéologies et de la culture pour y démontrer à l'évidence qu'elle a joué un rôle moteur non seulement par rapport à l'économie régionale, mais aussi par rapport à la formation de la société mauricienne.

Voilà pourquoi ce schéma d'analyse tient d'abord comme préalable une bonne connaissance du cycle de l'économie forestière qui marque de son empreinte la société régionale, et la paysannerie en particulier.

L'évolution de la paysannerie québécoise dans son ensemble durant la seconde moitié du 19e siècle obéit à une triple rationalité. Durant cette longue période et même bien au-delà, une forte inflation caractérise la population rurale québécoise qui bon an mal an sécrète de lourds excédents que pour toutes sortes de raisons, la terre n'arrive pas — ou si peu, nous y reviendrons — à retenir. Dès lors, l'exode rural, la rupture d'avec l'agriculture, apparaît comme un ajustement de l'offre de travail à

l'économie nord-américaine en pleine transformation. La migration des ruraux vers la ville constitue la première rationalité. Elle explique le transfert des agriculteurs les plus faibles ou les plus démunis vers d'autres sphères de production au pays ou ailleurs.

La deuxième rationalité dont nous voulons parler est interne à la sphère agricole. À partir du moment où la petite production agricole commence à s'orienter en fonction du marché — à travers la spécialisation —, la paysannerie relève sa productivité par de nouvelles façons culturales, par de nouvelles techniques, par le recours aux engrais, par la mécanisation; elle met aussi à profit de nouvelles connaissances. Ce relèvement de la productivité avive la concurrence au sein de la paysannerie de sorte que les producteurs faibles sont de plus en plus déclassés, ce qui à terme précipite leur abandon de la terre. Les mieux nantis, eux, tâchent d'accroître leur participation au marché portant ainsi la concurrence à un autre niveau. Bien que ce mouvement demeure assez lent au 19e siècle, il annonce les grands changements qui surviendront au sein de l'agriculture et de la paysannerie au 20e siècle, alors que la petite production de ferme sera de plus en plus soumise à l'économie industrielle jusqu'à la perte complète de toute forme d'autonomie véritable dans le complexe agro-industriel mis en place après la charnière de 1950. Dans ce scénario où la paysannerie est amenée à consolider ses positions sur une base qui tend à se rétrécir, la propriété foncière et le crédit hypothécaire agissent en même temps comme points d'appui à la reproduction sociale de la paysannerie et aussi comme media de sa soumission à d'autres forces sociales, quand ils ne deviennent pas des instruments de sa disparition — l'endettement progressif entraînant la désappropriation de la terre. Voilà la deuxième rationalité.

La migration des paysans recouvre en apparence un paradoxe. Celui d'un mouvement de colonisation survenant au 19e siècle dans un contexte d'exode rural massif et de transformation de l'agriculture, laquelle annonce plutôt une réduction à plus ou moins long terme des effectifs de la paysannerie. Le Québec compte un nombre restreint de terres à potentialité agricole élevée (classes 1, 2 et 3). En tout, 5,4 millions d'acres alors que l'Ontario en possède environ 18 millions. La colonisation vers les nouvelles régions et les zones à faible potentialité au 19e siècle obéit-elle au jeu des idéologues engagés dans un combat ? Obéit-elle plutôt à une autre rationalité ? Oui, croyons-nous, il s'agit bien d'une autre rationalité, la troisième que nous avons annoncée. Au-delà des exhortations nationalistes et des élans mystiques, l'aventure de la colonisation au Québec au 19e siècle (nous n'abordons pas ici le cas des mouvements de colonisation par des Québécois en dehors du Québec, une question qu'il presse pourtant d'étudier), peut et doit selon nous, être envisagée comme une résultante des transformations de l'économie québécoise. Pas uniquement bien sûr; des facteurs socio-culturels y jouent manifestement un rôle non négligeable. Mais ce qui importe ici, c'est de montrer que la colonisation trouve une justification dans le développement de l'économie québécoise.

La progression du domaine agricole vers l'intérieur, en dehors du périmètre de base (les basses terres au sud du Saint-Laurent et surtout la plaine de Montréal qui rassemble la plus grande partie des terres québécoises à haute potentialité), supposait au 19e siècle l'extension d'une agriculture essentiellement d'auto-consommation. Ce qui permet au domaine agricole québécois d'annexer de nouvelles terres au 19e siècle, c'est la liaison qui s'opère entre les activités agricoles et les activités forestières par l'intermédiaire du travail paysan. Le revenu d'appoint gagné en forêt assure à la petite production familiale des conditions minimales d'établissement agricole permanent dans les nouveaux territoires. Comme les déserteurs de la terre, les colons appar-

tiennent à la catégorie des plus démunis d'entre les paysans. Et c'est justement parce qu'ils sont démunis qu'une liaison entre les activités agricoles et les activités forestières peut s'opérer. Concrètement, l'économie agro-forestière ne peut prendre forme qu'autour d'une agriculture faiblement ou pas articulée au marché, donc d'une agriculture marginale, dans le contexte où le marché imprime un processus de développement à l'agriculture des zones centrales.

En somme, non seulement le système agro-forestier joue-t-il au 19e siècle le rôle d'agent de structuration du nouvel espace régional, mais encore favorise-t-il la pleine occupation du domaine agricole. Et ce faisant, il encourage la constitution et la croissance des noyaux villageois, et stimule le petit commerce et les petites productions comme le sciage, la plus importante activité non agricole de la Mauricie rurale du 19e siècle.

Nous avons insisté passablement sur le système agro-forestier à cause du rôle moteur que joue l'exploitation forestière dans l'économie régionale au 19e siècle. Pourtant la Mauricie n'offre pas un cas d'économie agro-forestière pure. Rattachée à l'agriculture du Québec de base par sa partie inférieure (sa zone fluviale), la région offre plutôt l'exemple d'une agriculture qui intériorise au 19e siècle les deux grandes tendances du développement inégal du domaine agricole québécois : une agriculture centrale progressivement transformée, une agriculture marginale de front pionnier.

Notre étude des transformations socio-économiques du monde rural mauricien vise donc à cerner comment cette triple rationalité — que nous venons de décrire comme une des caractéristiques du cas québécois au 19e siècle — oriente avec un mouvement qui lui est propre, l'évolution du monde rural mauricien.

Cet examen du processus d'intégration de l'agriculture au marché et de la liaison de la paysannerie au secteur forestier par le travail d'appoint en forêt débouche normalement sur la question des rapports sociaux au sein du monde rural. Il suggère même les axes de ceux-ci dans la sphère de l'agriculture. Pourtant, nous ne prétendons pas nous livrer à une analyse systématique de cette question. Dans l'état actuel de nos recherches nous ne le pouvons simplement pas. Ce qui est à notre portée, c'est l'observation de certaines pratiques, de certaines manifestations, qui nous permettra de lever un peu le voile sur cette réalité fondamentale mais combien complexe et difficile de saisie. Notre démarche en ce domaine en est encore au stade des explorations préliminaires.

L'étude que nous amorçons sur les rapports sociaux emprunte deux voies. La première conduit à l'analyse des rapports qu'entretient la paysannerie avec le secteur forestier par le travail d'appoint, lequel confère au petit producteur agricole autonome le statut ambigu de semi-prolétaire. Nous examinons donc l'ensemble des conditions dans lesquelles se déroule le travail agricole et forestier et les lignes de force qui s'en dégagent. La deuxième voie qui s'offre à nous passe par l'analyse de la constitution de pouvoirs au sein du monde rural, et plus précisément sur l'alliance et les conflits qui se déroulent au sein des forces dominantes, et sur les rapports entre les forces dominantes et les masses rurales. De ce côté, la restructuration du monde rural mauricien dans les années postérieures à 1850, suivant ce qui a été dit précédemment, s'opère à partir de deux formes distinctes de pratiques agricoles : une agriculture progressivement liée au marché dans la frange fluviale de la Mauricie, une agriculture d'auto-subsistance sur le front pionnier qui s'étend jusqu'au contrefort des Laurentides où prédomine l'économie agro-forestière. Dans les deux cas, ces activités économiques auront des effets sensibles sur la structure sociale. En permettant à la paysannerie d'avoir accès au numéraire, les activités économiques feront éclater le

système autarcique de production. Des noyaux villageois se constitueront autour de divers services et de diverses activités qui jusque là étaient inconnus ou n'avaient pas leur place dans le monde rural.

La complexification de la structure sociale introduit du même coup la diversification des lieux de pouvoir et une redéfinition des rapports sociaux. Nous pouvons l'affirmer de façon générale pour l'ensemble de la Mauricie, sans que cela implique que tous les centres de population obéissent à cette tendance. À l'élite traditionnelle formée des membres des professions libérales, du clergé et du marchand dans certaines localités, s'ajoute une élite nouvelle issue des activités du sciage, de la coupe de bois, de la construction, de la fabrication d'instruments pour les chantiers, du commerce de gros et de détail et enfin de l'hôtellerie. Comment alors s'établissent les rapports entre ces élites ? Par la constitution de pouvoirs distincts et concurrents ? ou par la constitution d'un même bloc de pouvoir où se déroule un jeu complexe de collaboration et d'opposition ? En somme, nous supposons que la diversification des lieux de pouvoir ne se pose pas qu'en termes de conflit. La collaboration comme l'opposition existent suivant des circonstances qu'il faut étudier. Pour répondre à ces questions, il faudra analyser les bases matérielles du pouvoir des élites locales et scruter le comportement des individus par l'analyse de quelques situations conflictuelles.

À un autre niveau de notre analyse, nous tentons d'appréhender les transformations de la culture populaire et le phénomène particulier de l'encadrement des masses rurales par le clergé. Si on entend par culture « un code d'interprétation de l'expérience humaine » ou encore « ce qui confère signification au monde », on n'aura pas trop de difficulté à admettre que dans la société traditionnelle, la religion et l'Église comprises comme les lieux de médiation entre l'ordre surnaturel et l'homme occupent une place importante comme points d'ancrage de la culture. Ceci nous justifie de faire porter l'analyse sur les éléments de la culture qui se révèlent à travers la pratique religieuse comprise au sens large des manifestations diverses de l'attachement des fidèles à la religion et à l'Église.

De ce côté, Émile Pin[3], en s'interrogeant sur les raisons de l'abandon de la pratique religieuse a observé que le paysan transplanté à la ville abandonne généralement la pratique religieuse et qu'il en est de même quand il passe à une agriculture qui exige des connaissances techniques rationnelles. Il concluait alors que de profondes mutations de civilisation avaient pour résultat de soustraire à la religion des paysans sa capacité d'expliquer le monde. Cette explication impliquait au point de départ que dans la société paysanne traditionnelle, Dieu était naturellement présent dans le monde, qu'il était Providence et que tout était attribué directement à son intervention. D'où la nécessité de s'octroyer le concours de cette Puissance qui pouvait être maléfique ou bénéfique. Le prêtre en tant que médiateur recevait aussi des pouvoirs miraculeux : sa bénédiction pouvait éloigner les fléaux, etc. Il était un prêtre puissant. Cette vision religieuse du monde perdait donc tout fondement quand se modifiait le type de relations qu'entretenait l'homme avec la nature.

En nous inspirant de cette analyse, nous tenterons de cerner si les transformations socio-économiques introduites graduellement dans le monde rural mauricien à compter des années 1850 introduisent de nouveaux modèles de comportement. La complexification de la structure sociale, le progrès de l'alphabétisation, le rayonnement de l'enseignement de l'agronomie, le décloisonnement des localités rurales par le chemin de fer et la route, le va-et-vient des populations entre le village et le chantier forestier, entre le village et les villes américaines constituent-ils autant de

voies par lesquelles pénètre l'acculturation du monde rural et se traduisent-ils par une modification du comportement religieux ?

Dans ce schéma, l'attachement à la religion comme point central de la vision du monde ne tient pas compte des agents sociaux et de la place occupée par l'Église dans l'organisation sociale. Il y aurait lieu de montrer que l'Église par la place qu'elle occupe dans la famille, l'école, les confréries, les associations diverses et la paroisse est un puissant instrument d'intégration sociale et culturelle. Et justement, parce qu'elle est présente dans la plupart des institutions sociales, elle peut exercer un contrôle dont il faut tenir compte pour analyser les transformations culturelles. Il nous semble que le processus de création de nouvelles paroisses a entraîné un rétrécissement du cadre géographique des anciennes paroisses moins bien encadrées par le clergé dont les rangs étaient encore clairsemés. La création de nouvelles « cellules » d'encadrement religieux, jointe à l'accroissement numérique des clercs et à une volonté de l'Église catholique du Québec d'investir toutes les activités de la collectivité francophone ont conduit, à la fin du XIXe siècle, à un contrôle social plus serré que jamais auparavant. Quel sens faut-il donner à l'exercice de ce contrôle ? Apparaît-il seulement comme un frein aux transformations culturelles, c'est-à-dire comme un support de la culture traditionnelle ? Ces questions nous amènent au cœur d'un paradoxe apparent où le clergé, d'une part, joue le rôle d'un agent d'acculturation et où, d'autre part, il agit comme agent de résistance à la pénétration de modèles de comportements émanant de l'extérieur de la société paysanne. Comment enfin l'exercice de ce contrôle s'inscrit-il dans les rapports sociaux entre les élites dominantes et les masses populaires rurales ?

Ce sont là des questions auxquelles nous tenterons de répondre au terme de notre analyse des transformations économiques, sociales, culturelles de la Mauricie rurale. Le schéma d'analyse qui précède situe les perspectives dans lesquelles nous envisageons cette étude.

STRATÉGIE DE LA RECHERCHE

Il importe de préciser que notre stratégie d'enquête, si elle porte sur l'ensemble du monde rural mauricien n'a pas la prétention de soumettre la société régionale de la seconde moitié du 19e siècle à une décortication systématique. Si c'était le cas, nous ne pourrions fournir à brève échéance de résultats concrets. Nous avons donc adopté une stratégie de recherche qui nous permettra d'atteindre plus rapidement nos buts, sans prétendre pouvoir épuiser la réflexion sur les phénomènes fondamentaux et la compréhension de tous les aspects de cette société.

C'est pour obéir à ces conditions que nous en sommes venus à privilégier l'étude de trois paroisses témoins, choisies en fonction de leur représentativité des transformations économiques de la Mauricie. Champlain, paroisse témoin du vieux terroir seigneurial dont l'économie tend à s'articuler à celle du Québec de base ; Saint-Stanislas, érigée en 1833, paroisse témoin du premier front pionnier et pivot de l'organisation forestière dans la vallée de la rivière Batiscan ; Saint-Tite, créée en 1863, paroisse témoin du deuxième front pionnier et autre pivot de l'organisation de l'exploitation forestière faisant le pont entre les vallées de la Batiscan et du Saint-Maurice. De plus, ces paroisses sont reliées entre elles et localisées dans le même axe de pénétration à l'intérieur du territoire : leur choix nous permettra donc des comparaisons utiles.

Certes, ces trois paroisses du comté de Champlain ne sauraient rendre compte de toutes les dimensions du monde rural mauricien. Aussi, le groupe de recherche s'est-il doté d'un ensemble d'instruments de travail et de dossiers statistiques[4] sur les populations, l'agriculture, l'exploitation forestière et l'industrialisation. Ces travaux nous ont permis, à un premier stade, de dégager des perspectives d'ensemble. Ils constituent les balises essentielles à la poursuite de la recherche que nous menons à l'échelle de ces trois paroisses dont nous voulons saisir les séquences de l'articulation de l'économie agricole à l'économie forestière, les rapports sociaux et les transformations de la culture.

Les recherches en cours sur l'exploitation forestière portent principalement sur la sous-traitance, le recrutement des travailleurs forestiers, le ravitaillement des chantiers et le sciage[5]. Nos interrogations visent à cerner les différentes facettes de la participation des ruraux à l'économie forestière. En étudiant quelques cas de sous-traitants dans les paroisses témoins, nous connaîtrons mieux les conditions de l'émergence de ce type d'entrepreneurship en milieu rural, nous saurons comment et où ils recrutent leur main-d'œuvre, en quoi leur exploitation agricole, si c'est le cas, supporte leurs activités forestières et quels liens ils entretiennent avec le milieu rural pour l'approvisionnement de leur chantier. Les bûcherons, d'autre part, font l'objet d'une étude particulière à partir des recensements nominatifs de 1861 et 1871[6]. Après avoir identifié les bûcherons qui résident à Saint-Stanislas, nous vérifierons combien d'entre eux pratiquent aussi l'agriculture et quelle est l'importance de leur exploitation agricole à dix ans d'intervalle. Enfin, nous retracerons les activités d'un certain nombre de propriétaires de scieries et évaluerons leur base financière et foncière.

S'agissant de la question agricole, notre démarche a d'abord consisté à dresser un premier bilan de l'agriculture régionale en situant dans le contexte québécois les grands traits du paysage agraire mauricien. Dans un deuxième temps, nous amorçons une analyse plus étroite et plus systématique des divers aspects de l'agriculture. Dans une tentative de saisie de l'intégration des productions agricoles au marché, nous scrutons l'évolution des trois paroisses ci-haut mentionnées et représentatives des étapes historiques de la formation de l'espace agraire régional. L'interprétation des données agricoles nous a obligés préalablement à reconstituer l'évolution des différents périmètres paroissiaux[7], une démarche obligatoire pour conserver au traitement statistique le maximum de pertinence. Nous complétons ces études paroissiales par une analyse du crédit (prêts et créances hypothécaires) afin de mieux comprendre le processus d'intégration de l'agriculture à l'économie marchande.

La connaissance des rapports sociaux, comme nous l'avons souligné précédemment, ne fera pas l'objet d'une analyse systématique ; nous croyons plutôt que c'est au terme de l'ensemble de nos recherches que cette analyse pourra se faire plus aisément sur des bases satisfaisantes. Nous allons nous limiter à diverses prises de vue sur les élites et les rapports qu'elles entretiennent entre elles et avec les masses rurales. En voici les grandes lignes : 1) l'étude des tendances du crédit : les archives de l'enregistrement nous permettent de cerner comment circulent les capitaux dans le monde rural, comment s'opèrent les liaisons entre les principales forces sociales et comment surtout se constituent les liens de dépendance entre la paysannerie et les principaux agents de crédit. 2) L'étude des bases financières du clergé paroissial : pour l'ensemble de la période, nous avons retracé les revenus des curés (dîme, supplément, casuel). Il sera peut-être possible de préciser l'importance de la ponction que constitue la dîme sur le revenu paysan. Mais même si ce résultat s'avérait impossible à atteindre avec nos moyens, nous pourrons toujours analyser les réactions au paiement de la dîme telles qu'elles apparaissent à travers les sources

ecclésiastiques et ainsi cerner une facette importante des rapports entre les clercs et les masses rurales. 3) L'étude de quelques cas de conflit dans les paroisses témoins au sujet de la dette de la fabrique, de la construction de l'église ou d'un interdit quelconque du clergé. Il s'agit de déceler si les attitudes et les comportements des individus se départagent suivant leur appartenance à des professions ou à des groupes sociaux. 4) L'étude enfin, de l'encadrement et du contrôle exercés par les clercs à travers les diverses institutions paroissiales.

Plusieurs de ces aspects de notre approche des rapports sociaux nous situent ou nous introduisent au cœur de l'histoire culturelle. De ce côté, nous voulons plus spécifiquement appréhender certaines manifestations de la culture à travers le vécu religieux. La recherche porte sur l'étude de l'évolution de la pratique religieuse, c'est-à-dire sur les dévotions et les pratiques suggérées et sur l'écart entre le prescrit, le suggéré et le vécu.

La démarche adoptée emprunte deux voies complémentaires. La première a pour objectif de repérer les caractéristiques générales de la pratique religieuse et du prescrit pour l'ensemble de la Mauricie. Pour y parvenir, nous retenons l'ensemble des paroisses des comtés de Saint-Maurice et de Champlain à trois moments de leur histoire : 1852, début de la période ; 1872, année médiane ; 1898, fin de la période. Il s'agit donc de retracer à travers les rapports annuels des curés et les procès-verbaux des visites épiscopales ce qui semble être commun à toutes les paroisses ou à des regroupements de paroisses. Nous posons ainsi les balises préalables à la seconde démarche qui consistera à l'analyse du vécu religieux dans les trois paroisses témoins.

Cette stratégie de recherche repose aussi sur l'abondance et la pertinence des informations accessibles pour les trois paroisses témoins. Il va sans dire que la vérification préalable des archives a été faite. Pour l'instant, tout nous porte à croire qu'il sera possible de mener à terme notre étude sans modifier substantiellement la planification initiale. Mais dans ce domaine, l'expérience nous enseigne la prudence. Telle source, riche à première vue, s'avère parfois décevante quand on lui a fait subir le test de la critique. À titre d'exemple, certaines informations sur les mœurs que contiennent les rapports annuels des curés ne se laissent pas toujours interpréter sans tenir compte de la personnalité et des préoccupations pastorales du curé qui fait rapport. En somme, l'information, dans certains cas, éclaire autant sur le clergé que sur la situation objective des paroissiens. Pour décanter l'un de l'autre, il faut alors recourir à des sources complémentaires : conférences ecclésiastiques qui nous renseignent sur les préoccupations pastorales ; correspondance du curé qui précise parfois, en y ajoutant des exemples, le sens des remarques laconiques inscrites dans son rapport annuel ; cahiers de prônes dominicaux qui sont susceptibles d'inspirer les jugements généraux du rapport annuel. En somme, la validation de certaines informations suppose une abondance et une richesse exceptionnelles de sources. Voilà donc une limite possible à une démarche centrée prioritairement sur trois paroisses.

NOTES

[1] Outre les signataires, trois assistants de recherche participent à ces travaux : Alain Gamelin et Pierre Lanthier, historiens, Louise Verreault-Roy, géographe. Le projet est subventionné par le Conseil de recherches en sciences humaines du Canada, le ministère de l'Éducation (programme FCAC) et l'Université du Québec à Trois-Rivières.

[2] Ces pages reprennent un certain nombre d'éléments que le lecteur retrouvera dans les ouvrages suivants : SÉGUIN, Normand (1977) *La Conquête du sol au 19e siècle*. Sillery. Boréal

Express, 295 p. ; SÉGUIN, Normand (Éd.) (1980) *Agriculture et colonisation au Québec, aspects historiques*. Montréal, Boréal Express, 222 p. ; GAGNON, Serge et HARDY, René (1979) *L'église et le village au Québec, 1850-1930*. Montréal, Leméac, 174 p.

[3] PIN, ÉMile (1967) « Les motivations religieuses et le passage d'une société pré-industrielle à une société industrielle et technique » in : Émile PIN et Hervé CARRIER (Éd.) *Essais de sociologie religieuse*. Paris, Spes, p. 263-286.

[4] Une bibliographie régionale : HARDY, René, TRÉPANIER, Guy et BELLEAU, Jacques (1977) *La Mauricie et les Bois-Francs. Inventaire bibliographique 1760-1975*. Montréal. Boréal Express, 389 p. et six Cahiers du Groupe de recherche : HARDY, René, CAMELIN, Alain et ROUSSEAU, CArmen (1979) *La Mauricie et les Bois-Francs. Chronologie : 1850-1950*. Trois-Rivières, Université du Québec, Groupe de recherche sur la Mauricie, Cahier nº 1, 151 p. ; SÉGUIN, Normand, HARDY, René et VERREAULT ROY, Louise (1979) *L'agriculture en Mauricie. Dossier statistique : 1850-1960*. Trois-Rivières, Université du Québec, Groupe de recherche sur la Mauricie, Cahier nº 2, 175 p. ; ROY, Jean, ROBERT, Daniel et VERRAULT ROY, Louise (1980) *Les populations municipales et paroissiales de la Mauricie. Dossier statistique : 1850-1971*. Trois-Rivières, Université du Québec, Groupe de recherche sur la Mauricie, Cahier nº 3, 236 p. ; HARDY, René, SÉGUIN, Normand, GAMELIN, Alain, MIVILLE, André et TRÉPANIER, Guy (1980) *L'exploitation forestière en Mauricie. Dossier statistique : 1850-1930*. Trois-Rivières, Université du Québec, Groupe de recherche sur la Mauricie. Cahier nº 4, 199 p. ; VERREAULT ROY, Louise (1981) *Répertoire cartographique de la Mauricie 1800-1950*. Trois-Rivières, Université du Québec, Groupe de recherche sur la Mauricie, Cahier nº 5, 246 p. ; LANTHIER, Pierre et GAMELIN, Alain (1981) *L'industrialisation de la Mauricie. Dossier statistique et chronologique 1870-1975*. Trois-Rivières, Université du Québec, Groupe de recherche sur la Mauricie, Cahier nº 6, 489 p.

[5] Pour un aperçu des premiers résultats de la recherche en ce domaine voir : SÉGUIN, Normand et HARDY, René (1981) « Forêt et société en Mauricie, 1850-1920 » ; GAUTHIER, Benoît (1981) « La sous-traitance et l'exploitation forestière en Mauricie 1850-1875 » ; FORTIN, Claire-Andrée (1981) « Profil de la main-d'œuvre forestière en Mauricie d'après le recensement de 1861 » et « Notes sur les conditions de vie et de travail des bûcherons en Mauricie au 19e siècle » ; LAROSE, Michel (1981) « Les contrats d'engagement des travailleurs forestiers de la Mauricie ». *Bulletin d'histoire de la culture matérielle*, Ottawa. Musée national de l'Homme, nº 13 : 51-95.

[6] Ce sont les seuls recensements nominatifs des exploitations agricoles accessibles après 1851.

[7] Voir à ce sujet la note de Louise Verreault Roy, « La reconstitution du périmètre des paroisses : l'exemple mauricien de trois paroisses seigneuriales », dans le présent numéro des *Cahiers de géographie de Québec*.